



Le temps du lâche soulagement

Les scores élevés du FN et la radicalisation ultraviolente sont deux phénomènes qui se nourrissent l'un l'autre. Il faudra donc s'attaquer aux discriminations.

21 décembre 2015

Par Pierre-Yves Geoffard

Passé l'effroi provoqué par la vague d'attentats, passée la sidération devant les scores atteints par le Front national au premier tour des élections régionales, est venu le temps du lâche soulagement. Le séisme du 13 Novembre faisait tant craindre des répliques immédiates qu'il a poussé de nombreux Franciliens, dans les jours qui ont suivi, à prendre leur voiture pour abandonner les transports en commun ; mais il n'y eut pas de deuxième vague d'attentats. De même, les craintes de voir une région tomber dans les mains du parti populiste furent apaisées par le vote du second tour, qui permit d'éviter le désastre. Il n'en reste pas moins que le malaise reste profond, tout comme les raisons qui ont nourri ces phénomènes.

La découverte que, contrairement aux précédentes attaques qui avaient frappé la France dans les années 80, les terroristes étaient nés en Europe et y avaient grandi avant de partir combattre ou s'entraîner en Syrie ou ailleurs nous apprend que nos sociétés peuvent nourrir chez certains individus une haine si vive qu'elle les conduit à sacrifier leur vie pour pouvoir massacrer, au nom de leur vision de l'islam, le plus possible d'innocents. Cette haine est une flamme, entretenue par des fanatiques qui n'ont qu'à souffler sur les braises incandescentes du sentiment d'exclusion : le chômage, la précarité, le manque de perspectives qui frappent certaines populations et ravagent certains territoires, en constituent le terreau. Sur ce même terreau s'épanouissent les rhétoriques nauséabondes des partis extrémistes, avec le succès que l'on sait auprès de populations vivant ou craignant le déclassement, tout aussi désemparées par l'absence d'horizon positif.

Ces deux phénomènes se nourrissent l'un l'autre et doivent être analysés simultanément. Comme le montrent les travaux de Marie-Anne Valfort et d'autres (1), la manière dont les musulmans sont perçus et traités par le reste de la société française et la façon dont eux-mêmes perçoivent la place qu'il leur est possible d'occuper sont les deux faces d'un même système auquel on ne peut échapper en ne traitant qu'une de ses composantes. La radicalisation de certains fanatiques qui se réclament de l'islam nourrit la discrimination dont sont victimes tous les musulmans, qu'ils soient modérés ou non. Et symétriquement, les multiples discriminations dont les musulmans se sentent menacés nourrissent un sentiment d'exclusion qui pousse les plus fragiles d'entre eux à se perdre dans les impasses de la radicalisation.

Car les discriminations sont réelles. Des études de testing ont montré que, à curriculum vitae équivalent, un Français d'origine extracommunautaire avait entre deux et trois fois moins de chances d'être convoqué à un entretien d'embauche lorsqu'il était perçu comme musulman plutôt

que comme chrétien, la religion de chaque candidat étant suggérée par certaines de ses activités sociales, notamment l'engagement dans un mouvement confessionnel de jeunesse.

Des travaux complémentaires, s'appuyant sur des méthodes d'économie expérimentale dans lesquels des individus de diverses origines interagissent, ont mis en évidence un cercle vicieux. D'une part, les musulmans attachent une importance plus grande à la religion, et assignent aux femmes un rôle plus traditionnel dans la société ; symétriquement, les employeurs craignent les difficultés à gérer des revendications d'origine religieuse, ou des conflits entre salariés de sexe différent. Mais les préjugés transforment aussi la vision des choses : l'attachement à la religion est assimilé à un rejet de la laïcité, et l'image du rôle des sexes fait craindre une oppression caractérisée des femmes. En réponse, l'hostilité perçue par les musulmans pousse ceux-ci à souligner leurs différences culturelles. Pire, ces différences se creusent d'une génération à l'autre, et la boucle est bouclée, puisque ce repli exacerbe à son tour les discriminations subies.

Impossible de sortir de ce cercle vicieux en agissant sur un seul des éléments du système, et la réponse doit être multiple : lutter avec force contre les préjugés, car dans leur immense majorité, les musulmans de France sont, tout comme les chrétiens, attachés au principe de la laïcité ; rétablir l'égalité des chances à l'école, puisque si 19 % des Français dont les deux parents sont nés français sortent du système scolaire sans diplôme, ce chiffre monte à 28 % lorsque l'un des parents est né au Maghreb ; et surtout lutter contre les discriminations à l'embauche. De nombreuses entreprises savent déjà que la diversité ethnico-religieuse de leurs employés, loin de fragiliser l'activité, a plutôt tendance à augmenter la productivité. Promouvoir la charte de la diversité en entreprise doit aussi s'accompagner, pour les entreprises aux pratiques discriminatoires, de l'application des sanctions pénales prévues par la loi.

(1) Why Muslim Integration Fails in Christian-Heritage Societies, de Claire L. Adida, David D. Laitin et Marie-Anne Valfort, Harvard University Press (HUP), à paraître en janvier 2016.